

Au moins 250 M USD pour harmoniser les salaires au Burundi

@rib News, 18/11/2012 - Source PANABujumbura, Burundi - Le ministre burundais de la Fonction publique, Mme Annonciata Sendazirasa, a fait Ã©tat vendredi dâ€™un montant "difficilement mobilisable Ã court terme" de quelque 270 milliards de francs burundais (prÃ©s de 250 millions de dollars amÃ©ricains) pour avoir de quoi financer lâ€™harmonisation des salaires dont c'est l'une des revendications-phare de certaines catÃ©gories des 100.000 fonctionnaires du pays. Les fonctionnaires du secteur de lâ€™Education reprÃ©sentent le tiers des personnels de la Fonction publique nationale et ce sont surtout eux qui inspirent le plus de soucis au gouvernement par leur multiplication des grÃ©ves pour revendiquer lâ€™harmonisation des salaires.

Les magistrats, les membres des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, ainsi que les mÃ©decins sont, par contre, ceux des travailleurs dits Ã«privilÃ©giÃ©sÃ» dans l'opinion et qui se plaignent le moins du mauvais traitement salarial. En attendant la justice sociale pour tous, le gouvernement propose la suppression temporaire des annales sur les salaires mensuels les plus Ã©levÃ©s qui sont, pour le moment, de lâ€™ordre de 150.000 francs burundais (100 dollars amÃ©ricains) dans la Fonction publique, afin dâ€™avoir de quoi rehausser les rÃ©munÃ©rations les plus basses et prÃ©caires. La suppression des annales, qui est Ã©galement synonyme de Ã«gel des salairesÃ» pour certains, ne devrait rapporter que quelque sept milliards de francs burundais (prÃ©s de 5 millions de dollars amÃ©ricains) par an. De lâ€™avis de Mme Eulalie Nibizi, lâ€™une des grandes figures du mouvement syndical national, "la solution nâ€™est pas celle-lÃ , si lâ€™on veut rÃ©ellement garantir une justice sociale pour tous". Du point de vue de cette vice-prÃ©sidente de la puissante ConfÃ©dÃ©ration des syndicats du Burundi (COSYBU), Ã«le relÃ©vement des salaires les plus bas est du ressort du gouvernement et non des travailleurs, qui ont dÃ©jÃ tout le mal du monde Ã nouer les deux bouts du mois avec ce quâ€™ils perÃ§oivent aujourdâ€™huiÃ». Les deux parties prenantes au dialogue social ont Ã©talÃ©, vendredi, sur la place publique, leurs divergences de vues au bout de deux journÃ©es de discussions infructueuses sur un projet gouvernemental qui vise l'harmonisation des salaires dans la Fonction publique dÃ©s lâ€™annÃ©e prochaine. La marge de manÃuvre du gouvernement burundais reste des plus Ã©troites, Ã©tant donnÃ© que la Banque mondiale et le Fonds monÃ©taire international veillent au grain depuis un certain temps, en sâ€™opposant au gonflement de la masse salariale pour ne pas hypothÃ©quer les Ã©quilibres macro-Ã©conomiques du pays dÃ©jÃ prÃ©caires. Les derniÃ©res augmentations salariales, de lâ€™ordre de 15% dans la Fonction publique, remontent au lendemain des premiÃ©res Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit de 2005.